

1 juillet 2015 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la Grèce et la Zone euro, à Lyon le 1er juillet 2015.

Journaliste : La Grèce est face à son destin actuellement. Est-ce qu'elle doit renoncer à son référendum pour rester dans la zone euro ? Est-ce que vous en avez parlé avec Monsieur TSIPRAS ?

LE PRÉSIDENT : Il y a des discussions qui se prolongent. Elles doivent être menées jusqu'au bout. La Grèce a annoncé qu'elle faisait un référendum. Il ne tient qu'à elle de le confirmer ou de le retirer. Ce que je veux, c'est que l'on puisse trouver un accord, mais en fonction des règles européennes.

Si cet accord peut être trouvé avant le référendum, cela ne donnera un plus grand sens à cette consultation. Si l'accord ne peut pas être trouvé, alors le référendum aura lieu avec les conséquences que l'on sait. Il faut être clair, l'accord c'est tout de suite. Il ne pourra pas être différé. Cela fait tellement de temps que l'on parle de cet accord pour qu'il arrive.

Ensuite s'il vient, là, le gouvernement grec devra en tirer les conclusions. S'il ne vient pas, il faudra attendre un référendum, mais il y a toujours un risque. J'allais dire un risque, notamment si la réponse est celle du « non ». Le risque c'est de rentrer dans une période de turbulence ou une période inconnue. Mieux vaut assurer généralement l'avenir par des certitudes plutôt que par des sauts dans le vide.

Journaliste : Vous êtes confiant sur le maintien de la Grèce dans la zone euro ?

LE PRÉSIDENT : Notre devoir c'est de faire que la Grèce reste dans la zone euro. Il ne dépend que d'elle qu'elle reste dans la zone euro, notamment s'il doit y avoir un référendum de la réponse des Grecs. Il dépend aussi de nous de nous tous parce que comme Européen, moi, je ne veux pas la dislocation de la zone euro. Je ne suis pas dans les affirmations péremptoires, dans les ruptures brutales. Je pense que nous devons toujours rechercher l'accord, la négociation, la raison. Faut-il encore que tout le monde en soit convaincu. La France, elle se bat. Elle n'est pas dans le veto, elle n'est pas dans la brutalité, elle est là pour qu'on obtienne un accord pour l'Europe, pour la Grèce, pour la France. C'est une grande nation européenne, même si je l'ai dit, il n'y a pas de risque majeur pour la France. En tant qu'Européen, en tant que Français, je suis désireux que nous puissions garder la Grèce dans la zone euro.